

**FAITS NOUVEAUX SUITE A LA CONDAMNATION PAR LE CONSEIL D'ETAT
DE L'ETAT FRANÇAIS QUI S'EST REFUSE D'INDEMNISER.
ET DE STATUER SUR DEUX DECISIONS ILLEGALES
AU PROFIT DE MONSIEUR TEULE LAURENT.**

I / Plainte du 7 avril 2018 : Adressée à Monsieur le Procureur de la République. « **Restée sans suite** »

II / Assignation de Monsieur TEULE Laurent : Devant le juge des référés à l'audience du 19 juin 2018 pour obtenir une provision sur indemnisation des préjudices qu'il a pu causer.

- *Le juge des référés s'est refusé de statuer à la demande de Monsieur TEULE Laurent.*

III / Assignation de Monsieur REVENU et de Madame HACOUT : Devant le juge des référés à l'audience du 24 avril 2018 pour cessation d'un trouble à l'ordre public, l'occupation de la propriété du domicile de Monsieur et Madame LABORIE par voie de fait en faisant usage de faux en écritures publiques authentiques. « *Soit demande d'expulsion* »

- *Le juge des référés alors compétent s'est refusé de statuer au prétexte de son incompétence et renvoyé au T.I de Toulouse.*

ALORS QUE DE TELS FAITS CAUSENT UN TROUBLE A L'ORDRE PUBLIC

– **L'usage de faux appartient à la catégorie des infractions instantanées** (*Cass. crim., 8 juill. 1971 : Bull. crim. 1971, n° 227. – Cass. crim., 15 nov. 1973, n° 70-92.683 : Bull. crim. 1973, n° 227 ; D. 1971, somm. p. 150. – Cass. crim., 4 nov. 1988, n° 87-84.293. – Cass. crim., 26 mars 1990, n° 89-82.154. – Cass. crim., 27 mai 1991, n° 90-80.267 : JurisData n° 1991-001830 ; Bull. crim. 1991, n° 222. – Cass. crim., 17 mars 1992, n° 91-80.550. – Cass. crim., 3 mai 1993, n° 92-81.728 : JurisData n° 1993-001341 ; Bull. crim. 1993, n° 162. – Cass. crim., 30 mars 1999, n° 98-81.301 : Bull. crim. 1999, n° 58. – Cass. crim., 19 janv. 2000, n° 98-88.101 : Bull. crim. 2000, n° 32 ; RTD com. 2000, p. 738, obs. B. Bouloc. – Cass. crim., 11 janv. 2001, n° 00-81.761*). De façon constante, la chambre criminelle énonce que le délit d'usage de faux se prescrit à compter du dernier usage de la pièce arguée de faux (*Cass. crim., 8 juill. 1971 : Bull. crim. 1971, n° 227. – Cass. crim., 15 nov. 1973, n° 73-90.797 : Bull. crim. 1973, n° 422 ; Gaz. Pal. 1974, 1, p. 130. – Cass. crim., 4 nov. 1988, n° 87-84.293. – Cass. crim., 17 mars 1992, n° 91-80.550. – Cass. crim., 25 nov. 1992, n° 91-86.147 : Bull. crim. 1992, n° 391. – Cass. crim., 30 mars 1999, n° 98-81.301 : Bull. crim. 1999, n° 58. – Cass. crim., 19 janv. 2000, n° 98-88.101 : Bull. crim. 2000, n° 32 ; Dr. pén. 2000, comm. 73 obs. M. Véron. – Cass. crim., 11 janv. 2001, n° 00-81.761. – Cass. crim., 21 nov. 2001, n° 01-82.539. – Cass. crim., 30 janv. 2002, pourvoi n° 00-86.605 ; adde Cass. crim., 30 juin 2004, n° 03-85.319. – Cass. crim., 14 févr. 2006, n° 05-82.723 : JurisData n° 2006-032643. – Cass. crim., 10 sept. 2008, n° 07-87.861 – Cass. crim., 22 janv. 2014, n° 12-87.978 : JurisData n° 2014-000609. – Adde C. Guéry, *De l'escroquerie et de l'usage de faux envisagés sous l'angle d'un régime dérogatoire à la prescription de l'action publique* : D. 2012, p. 1838). Tout comme à propos du faux (*V. supra n° 61*), la chambre criminelle se refuse à admettre le report du point de départ du délai de prescription de l'action publique relative à l'usage de faux au jour de découverte par la victime de la falsification (*Cass. crim., 27 mai 1991, n° 90-80.267 : JurisData n° 1991-001830 ; Bull. crim. 1991, n° 222. – Cass. crim., 25 mai 2004, n° 03-85.674*).*

Soit une infraction instantanée imprescriptible réprimée par le code pénal

- **Art.441-4. du code pénal** - Le faux commis dans une écriture publique ou authentique ou dans un enregistrement ordonné par l'autorité publique est puni de dix ans d'emprisonnement et de 150 000 € d'amende.
- *L'usage du faux mentionné à l'alinéa qui précède est puni des mêmes peines.*